

U.F.R DE LANGUES - CENTRE INTERNATIONAL DE LANGUES
LEA

SESSION 1- 2ème semestre

DIPLOME : CYCLE LICENCE : NIVEAU 1-2 (3 (rayer la mention inutile))

DATE : 11 mai 2005

UNITE D'ENSEIGNEMENT CONCERNEE : UE 61.....

HEURE : 13h30

INTITULE DE L'EPREUVE : Thème (Frç → Ang)

SALLE : Beauj. Halle

EPREUVE POUR : ~~DA~~ - DA & ASSIDUS (rayer la mention inutile)

DUREE : 1 h 30

DOCUMENTS AUTORISES : aucun.....

NOM DU PROFESSEUR RESPONSABLE : G. Zbikowski (2) W. Boisnard (2)

OBSERVATION DU PROFESSEUR : (écrite 1 ligne sur 2)

Bruxelles souhaite ouvrir le marché des pièces de rechange

Frits Bolkestein, le commissaire européen au marché intérieur, est parvenu, mardi 14 septembre, à faire avaliser par ses collègues une proposition très contestée de directive dont l'objectif est de libéraliser le marché des pièces de rechange automobiles (portières, phares, calandres¹, pare-brise, etc.). Ce projet doit encore être adopté par le Parlement et le conseil des ministres européens dans les mois à venir.

Critiquée par les constructeurs, et au sein de la Commission, la nouvelle législation devrait, en principe, permettre aux fabricants indépendants de pièces² de concurrencer les grandes marques dans des pays comme la France et l'Allemagne, où celles-ci bénéficient encore d'un monopole sur ce créneau. Il s'agit de réduire la protection juridique dont jouissent les modèles et dessins des pièces de rechange destinées aux réparations. Le projet se limite aux pièces visibles, comme la carrosserie, les vitrages, et les optiques, excluant les pièces mécaniques.

Dans un communiqué, l'Association des constructeurs européens d'automobiles a fait savoir, mardi, que le texte "est en totale contradiction avec la politique générale de l'Union en faveur des droits de propriété intellectuelle, qui vise à en renforcer la protection et l'application à travers le monde".

Les grands groupes craignent que la fin de ce juteux monopole n'ouvre la porte à des pièces produites à moindre coût en Asie et dans les pays émergents. Outre l'argument classique de la sécurité, les grandes firmes mettent en avant un risque social : 50 000 emplois européens seraient, selon elles, directement menacés de délocalisation.

(Philippe Ricard - Le Monde - 16.09.04)

¹ Radiator grille.² parts.